



# FLASH INFO N°5 : Vos élu.es vous informent

## Échos de la FS SSCT de la DDCT - Octobre 2023

### Un encadrement humain, c'est possible et nécessaire pour la santé des agent.es

Les mandaté.es Supap FSU ont alerté la direction sur des signes inquiétants de pression et de dégradation de la santé d'agent.es, notamment par le biais des méthodes d'évaluation. Pour exemple : La non reconduction d'une collègue CDD de catégorie A pour notamment un *manque de loyauté* ! ou une demande de départ d'un service pour un responsable qui n'a pas satisfait à tous les desideratas d'une N+ 1.

Comment la ville définit - elle la loyauté ? Est-ce de questionner les commandes qui lui sont faites avant de les appliquer ? Est-ce mettre en danger ses agents pour répondre aux demandes d'une N + 1 ? Le droit de poser des limites en terme de conditions de travail n'est-il pas une obligation et à l'employeur de la respecter ? Enfin, questionner le sens du travail, le mettre en débat et ensuite appliquer les demandes, n'est-ce pas aussi un devoir de probité ? L'obligation d'un.e fonctionnaire ou d'un.e non titulaire n est t- il pas de vérifier si les conditions pour rendre le service public sont bonnes tant pour les agent.es que pour usagers ?

Supap FSU demande un retour lors d'un FS SSCT sur les modes d'évaluation dans leur impact en terme de santé sur les agent.es. et comment prévenir tous risques en la matière.

### D'autres formes d'encadrement existent et sont possible à la ddct

Les mandaté.es connaissent des agent.es qui discutent avec leur responsable/ ont des responsables qui concilient bien-être au travail et objectifs professionnels/ des encadrant.es qui invitent à mobiliser leur droit comme aller en réunion d'information syndicale/qui les soutiennent par des formations et du soutien social quand il y a une difficulté. Des encadrant.es qui ont compris que la valorisation, la prise en compte des agent.es apportent une qualité de vie au travail pour le collectif et pour la qualité du service public. ***C'est possible et c'est cet encadrement que nous voulons soutenir pour la santé des agent.es. Donnez les moyens aux encadrant.es (dont moyens humains, formations à de l'encadrement bienveillant) pour y parvenir.***

Réponse de la ville : OK sur nos propositions.

### Respect du droit syndical : les engagements de la direction

Madame Girard souhaite que la DDCT respecte le droit des agent.es et des délégué.es syndicaux. Elle invite à la saisir si refus d'autorisations. Elle rappelle que l'agent.e a :

- Le droit d'être accompagné ou assisté lors du dossier administratif et s'il y a une convocation disciplinaire.
- Sur les autres types d'entretiens : *on ne peut pas imposer une présence syndicale si ce n'est pas disciplinaire. Mais un responsable peut aussi accepter la présence d'un représentant syndical lors d'un entretien non disciplinaire*

Les mandaté.es FS SSCT constatent que si un agent.e a peur d'aller en entretien, il faut mieux y aller avec l'agent.e pour éviter une dégradation de l'état de santé par la suite. Il faut aider les responsables à comprendre que la présence d'un tiers

peut aider à démêler une situation tenue de et rassure l'agent.e pour éviter des crises d'angoisse comme nous constatons régulièrement quand un agent.e va seul à un entretien sur son travail.

## La prévention du froid : Nos propositions et conseils

Avec le plan sobriété la Ville a décidé la baisse des températures dans les bâtiments (la journée, de 19° à 18 °C. la nuit à 12°, avec le matin un décalage de 30 minutes pour la remise en chauffe (sauf Ephad et crèches).

Pour de nombreux collègues la situation risque d'être difficile alors que chaque hiver des agent.es sont confrontés à des épisodes de froid dans des bâtiments mal isolés. Baisser de 1°C la température des bâtiments n'est pas anodin alors que dans des services où il fait officiellement 19°C, il peut faire beaucoup moins dans certains espaces : 14°C, parfois moins ! Comme pour les épisodes de canicule, les conditions de travail et la santé des personnels ne doivent pas être la variable d'ajustement de la transition écologique et ici de l'augmentation **vertigineuse des coûts de l'énergie**.

**La Ville doit accélérer la rénovation thermique des bâtiments, et en attendant, garantir des conditions normales de travail. La collectivité parisienne en a les moyens. C'est une question de choix politique alors que pour les JO la Cour régionale des comptes estime à 400 millions les dépenses d'investissement et de fonctionnement par la Ville.**

Ajoutons que nous n'avons pas les mêmes physiologies, les mêmes âges, le même état de santé, la même capacité corporelle à s'accommoder d'ambiances thermiques trop chaudes ou trop froides. Rappelons que l'allongement de la durée de cotisation contraint de plus en plus de collègues à partir bien au-delà de 62 ans.

Le SUPAP-FSU a martelé toutes ces évidences (températures réelles des bâtiments bien en-dessous des 18 degrés, impact sur les personnels, sur le public, et partant sur le fonctionnement même des services...). **Le Code du travail dit qu'il s'agit d'abord d'essayer d'éviter les risques professionnels (les « combattre à la source ») et de prendre des mesures de protection collective (du chauffage) en leur donnant la priorité** sur les mesures de protection individuelle (des gilets anti-froid). Nous avons cependant demandé :

- Par symétrie, vérifier que les équipes mobile, MVAC, CCQ, EDL ont bien aussi la possibilité d'équipements d'appoints pour le froid dont les doudounes.
- L'urgence de l'isolation de tous les bâtiment.es pour le climat et notre santé
- Des pantalons plus chauds et de vrais équipements pour les ATLG

### Si la température n'est pas supportable, que faire ?

- Prendre des relevés de température (et même prendre les thermomètres en photo)
- **Remplir les fiches du registre SST (Santé Sécurité Travail) avec ces relevés**



-Si des usagers se plaignent du froid : leur indiquer la possibilité de remplir une fiche (le registre ou un registre spécifique doit être mis à la disposition du public)

- **Contactez les représentant.es du personnel ([ddctsupapfsu@gmail.com](mailto:ddctsupapfsu@gmail.com))**

- **Et pour faire bouger les choses, pourquoi pas exercer notre droit de retrait collectivement ?**

**Rappelons que ce retrait peut consister simplement à se retirer d'un espace exposé au risque pour sa santé pour se rendre dans un autre plus sécurisé de l'établissement.** Le supérieur hiérarchique doit en être informé

La loi ne définit pas de température minimum légale sur le lieu de travail, en dessous de laquelle un salarié ne pourrait pas travailler. Mais l'employeur doit prendre « toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid »

Selon l'INRS "un environnement est considéré comme froid pour une température de l'air inférieure à 18°C, température à laquelle se déclenchent des déperditions de chaleur".

La norme NF X35-203/ISO 7730 relative au confort thermique précise les températures recommandées pour travailler dans de bonnes conditions, dans un certain confort (avec un équipement adéquat) :

Bureau 20 à 22 degrés / Ateliers avec activité physique moyenne 16 à 18 degrés / Ateliers avec activité physique soutenue (manutention manuelle) 14 à 16 degrés

## **Mairie du 12 : des suites unitaires pour la santé des ATLG**

Suite à un danger grave et imminent porté sur le service des ATLG, une enquête a été lancée sur des dysfonctionnements dans le « management » de la Mairie du 12. **Malgré des apports de l'enquête dans la compréhension des tensions entre la direction générale des services et le service logistique, la DDCT préfère mettre dans les solutions pour y remédier... une des causes du danger !!!** Par ailleurs, elle fait mine de remplacer le responsable actuel par une nouvelle personne alors que cet agent était en accident du travail. Comment la ville imagine-t-elle redonner confiance dans le collectif de travail ?

Les mandaté.es Supap fsu ont travaillé avec les autres mandaté.es pour parvenir à une délibération commune que vous retrouvez ici : [Mairie du 12e : les suites du danger grave et imminent - SUPAP-FSU](#) afin d'améliorer la situation du service ATLG.

**Les directions des services doivent écouter le travail réel des agent.es, leur donner les moyens de bien travailler afin d'éviter des conflits et de la souffrance au travail. C'est à la DDCT en central de leur donner les moyens pour se faire...**

## **Mairie du 10 : le point sur les travaux**

**Supap FSU a fait remonter les craintes d'agent.es sur l'impact en terme de bruit liés au travaux mais liés aussi à l'open space de la salle des fêtes.** Les mandaté.es demandent pourquoi la ville n'a pas choisi un lieu hors mairie et demande que si le bruit est trop lourd de nouvelles mesures soient prises. La proposition d'une seule journée par semaine de télétravail pour se protéger du bruit doit aussi évoluer en fonction.

La Mairie du 10 va faire un suivi du bruit et reste attentive à cette problématique. Si le bruit est trop élevé (travaux, usagers sur une salle des fêtes), à quoi s'engage la ville pour protéger ses agent.es ? Nos propositions :

- Des cloisons phoniques de plus grande qualité et vite

- Réduire le temps de travail et adapter le nombre de rendez- vous, adapter le front et back office.
- Réévaluer le télétravail

Caroline Bardeau de MISST a fait un point sur le respect des réglementations à la Mairie du 10 avec 39 propositions. Suivi des vérifications : Cela ne révèle pas que de la Mairie, cela dépend beaucoup de la DCPA. Le suivi est plutôt bien effectué mais il faut lever les réserves suite à des vérifications. Il faut par exemple immédiatement réponse sur l'ascenseur, incendie. (Besoins de la formation sur l'alarme incendie, maintenance),

Il y a encore des locaux non adaptés avec des problèmes de ventilation et d'aération. Il y a beaucoup de locaux aveugles et isolés – risques des titres, régie. Il faut améliorer la procédure en cas d'alerte et de convoyage de fond. Son passage sur le RDV va permettre de réduire les risques. Donc à présent, cela passe par des agent.es de la DPMP.

Sur la présence de plomb : pas de stress à avoir, protocole respecté.

## VIDEOSURVEILLANCE

Suite à des questionnements sur la place et le rôle de la vidéo surveillance en Mairie du 15, les mandaté.es ont demandé un point sur les modalités d'utilisation des caméras et le respect des agent.es et des usager.es.

Pour la ville, les titres d'identité ont autant d'importance que des fonds dans une mairie (régie financière). Et les actes de naissance aussi.

Supap FSU a demandé que la ville fasse un rappel des objectifs des caméras en mairies d'arrondissement : sécurité et non la surveillance des agent.es. Et vérifier que la formation avec une accréditation pour utiliser les vidéosurveillances

## GARDIENS

La situation sur les conditions de travail des gardien.nes en mairie d'arrondissement ne semble pas évoluer, la ville répond qu'un groupe de travail est toujours en cours sans vraiment apporter de réponse sur clair sur le temps de travail et le mode de rémunération des heures supplémentaires pour les gardien.nes vacataires et titulaires.

Nous restons donc vigilant pour que leur sort soit amélioré. N'hésitez pas à nous contacter

**Retrouvez-nous lors d'une réunion d'information syndicale ouverte à tous et toutes le vendredi 24/11 de 9 h à 12 h – bourse du travail pour débattre de nos droits face aux violences sexistes et sexuelles au travail : [25 nov RIS 2023 \(over-blog-kiwi.com\)](https://over-blog-kiwi.com)**

**Les mandaté.es SUPAP FSU ont particulièrement boosté la DDCT pour qu'elle accepte de prévenir ce type de risques au travail. Alors venez découvrir nos avancées mais ce qui reste à gagner pour travailler dans le respect et la sécurité.**

**PRENEZ SOIN DE VOUS et alertez-nous si besoin**

**Et retrouvez-nous pour gagner de nouveaux droits**

**La section DDCT de SUPAP FSU à votre ECOUTE : Contactez-nous : [ddctsupap@gmail.com](mailto:ddctsupap@gmail.com)**

Vos mandaté.es FS-SSCT et élu.es CST : Thierry Fairfort (Mairie du 12), Anne Fardeau (Mairie du 7), Medhi Ibdela (mairie du 20), Jonathan Valquin (Mairie du 13), Anne Descombes (MVAC), Karima Remmani (UGD), Carole Cajazzo (SEII), Farid Ferhoun (MVAC Paris-Centre), Etienne Vétu (EDL), Samir Harir (Hôtel de ville), Catherine Albert (SPV EDL), et bien d'autres encore.